

Un regard neuf sur le patrimoine culturel Révision de la Loi sur les biens culturels

MÉMOIRE

déposé au
ministère de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine

Présenté par :



Conjointement avec :



Avril 2008

TABLE DES MATIÈRES

1.	PRÉAMBULE	3
2.	PORTRAIT DU TERRITOIRE	4
2.1	Localisation géographique	4
2.2	Histoire et patrimoine nord-côtier	4
2.2.1	La période préhistorique	4
2.2.2	La période historique	5
3.	LES INTERVENTIONS MINISTÉRIELLES ET RÉGIONALES EN MATIÈRE PATRIMONIALE SUR LA CÔTE-NORD.....	7
3.1	L'inventaire ministériel : vers une obligation d'application.....	7
3.2	Résumé des biens et des statuts de protection sur la Côte-Nord	7
3.3	Les politiques culturelles et leur mise en œuvre	8
4.	L'ARCHÉOLOGIE : DES MESURES SPÉCIFIQUES POUR UN PATRIMOINE UNIQUE	9
4.1	L'état des recherches archéologiques sur la Côte-Nord	9
4.1.1	Préoccupations et enjeux régionaux	9
4.1.1.1	Les menaces anthropiques sur les sites archéologiques	9
4.1.1.2	Les menaces naturelles.....	10
4.2	Reconnaissance	11
4.2.1	Reconnaissance d'un cadre d'action à niveaux multiples.....	11
4.2.2	Catégories de biens protégés.....	12
4.2.3	Critères d'attribution de statut.....	12
4.3	Protection.....	13
4.3.1	Un suivi nécessaire	13
4.3.2	Une cohérence d'actions.....	14
4.3.3	Une unité régionale en archéologie	15
5.	ET POUR LES AUTRES TYPES DE PATRIMOINE	17
5.1	Rôles des intervenants.....	17
5.1.1	La sensibilisation du citoyen : élément pivot de la protection.....	17
5.1.2	Un milieu associatif et des établissements du patrimoine à développer	17
5.1.3	Les MRC vers un rôle accru de protection et de conservation.....	18
5.1.4	La direction régionale	20
5.1.5	Financement.....	20
6.	CONCLUSION	21

1. PRÉAMBULE

Le Musée régional de la Côte-Nord, conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord (CRÉ), présente dans ce mémoire une série de constats et d'enjeux particuliers à notre région et émet des réserves et des recommandations quant aux changements proposés à la Loi sur les biens culturels.

Il est en effet constaté que le portrait géographique, historique et socioéconomique de la Côte-Nord soulève des problèmes particuliers qui eux-mêmes nécessitent des solutions adaptées à la réalité nord-côtière.

Au contraire de bien des régions du Québec, la Côte-Nord est nettement désavantagée à plusieurs égards puisqu'il n'y a aucune université sur place ni aucun groupe de pression ou de défense du patrimoine. Son territoire, immense et morcelé, est aux prises avec un problème d'érosion inquiétant qui menace une partie de son patrimoine archéologique.

De plus, les Nord-Côtiers, impuissants, assistent depuis des années au rapatriement de leur patrimoine dans les grands centres urbains, les experts non résidents font des recommandations sans résultat sur le terrain et le pillage de sites archéologiques se poursuit, laissant les citoyens méfiants et démotivés.

Le sentiment d'appartenance et de fierté d'habiter une région à l'histoire fascinante est ici à construire. La tâche de faire connaître et reconnaître notre patrimoine exigera donc d'éviter les erreurs du passé de même qu'un transfert des pouvoirs et des responsabilités se traduisant par un réel suivi, sur le terrain, des recommandations et des décisions prises par les différents paliers.

C'est donc en gardant à l'esprit l'urgence de redonner à la Côte-Nord les moyens de se réapproprier son patrimoine et de le protéger que sont proposés certains aménagements à la loi qui répondraient aux difficultés soulevées par nos réalités territoriales.

2. PORTRAIT DU TERRITOIRE

2.1 Localisation géographique

Située dans le nord-est du Québec, la Côte-Nord est bornée à l'est par le Labrador, au nord par la région du Nord-du-Québec, à l'ouest par le Saguenay–Lac-Saint-Jean et au sud par le fleuve et le golfe Saint-Laurent. Elle est à la fois l'une des plus étendues et des moins peuplées du Québec. En effet, avec ses 300 000 km², elle est la deuxième plus vaste région de la province, occupant environ 20 % de l'ensemble de sa superficie. L'occupation du territoire est essentiellement linéaire, le long du Saint-Laurent.

Le territoire de la Côte-Nord comprend les municipalités de Tadoussac à Blanc-Sablon et inclut l'île d'Anticosti ainsi que les municipalités nordiques de Schefferville et de Fermont. Environ 50 % de la population se concentre en deux pôles, soit Baie-Comeau et Sept-Îles. La région compte cinq municipalités régionales de comté et un territoire équivalent, soit la Basse-Côte-Nord. Cette dernière est située à l'extrême est de la région et n'est pas reliée au réseau routier québécois.

La Côte-Nord compte plus de 8 000 Autochtones répartis dans huit communautés innues et une communauté naskapie. Sept de ces communautés sont situées sur le littoral alors que la Première Nation innue de Matimekoshe/Lac-John et la nation naskapie de Kawawachikamach occupent des territoires situés près de Schefferville.

2.2 Histoire et patrimoine nord-côtier

2.2.1 La période préhistorique

Le peuplement humain initial de la Côte se serait amorcé il y a plus de huit millénaires, probablement par de petites populations en provenance des Maritimes et ayant déjà atteint l'actuelle région du détroit de Belle-Isle via Terre-Neuve. Les sites les plus anciens qu'on y a découverts datent de l'intervalle 8 000-7 000 ans avant aujourd'hui.

À l'autre extrémité de la Côte, l'occupation initiale remonte à 6 000 ans et aurait été la conséquence du déplacement de petits groupes provenant du sud-ouest, plus en amont sur le fleuve. Puis, des représentants d'une culture fort différente, dite paléo-esquimaude, firent leur apparition sur la côte du Labrador, en Basse-Côte-Nord et à Terre-Neuve, il y a environ 3 000 ans.

L'histoire autochtone

L'histoire autochtone précédant la découverte européenne de la Côte en est donc une d'adaptation à un milieu souvent difficile, aux saisons bien découpées et à des ressources moins abondantes et plus dispersées qu'en région méridionale. Certains groupes « étrangers » font parfois incursion en territoire innu : des Iroquoiens du Saint-Laurent rencontrés par Cartier en 1534 fréquentent la région de l'embouchure du Saguenay, des Mic-Macs traversent le golfe, des Béothuks fréquentent la rive nord du détroit de Belle-Isle alors que des Inuits parcourent la Basse-Côte-Nord.

2.2.2 La période historique

C'est l'espoir de pêches fructueuses qui attire les premiers navigateurs européens au large du littoral nord-côtier au début du XVI^e siècle. Les pêcheurs bretons seront peut-être les premiers à établir leurs stations de traitement de la morue dans le secteur de Blanc-Sablon, comme le suggère la toponymie locale. Jacques Cartier lui-même croisera un de ces équipages lors de son premier voyage officiel d'exploration en 1534. Bretons puis Normands seront ensuite rejoints par des équipages basques qui convoitent une toute autre ressource : la baleine.

Le XVII^e siècle marque l'amorce d'une colonisation française durable dans la vallée du Saint-Laurent. Sur la Côte-Nord, le commerce des fourrures entraînera tout au plus l'établissement de quelques comptoirs de traite à l'embouchure des rivières importantes, comme à Tadoussac (1599), Godbout, Sept-Îles et Mingan.

Les seigneuries

De rares seigneuries seront accordées à des privilégiés au XVII^e siècle, dont celles de Mille-Vaches (1653, près de rivière Portneuf), ou des îles et îlets de Mingan (1679) puis d'Anticosti (1680) accordées à Louis Jolliet. Le XVIII^e siècle sera celui des concessions, ces territoires accordés pour un temps limité à des marchands et officiers civils de la colonie afin d'y exercer des activités de pêche au saumon, de chasse au loup-marin ou encore de traite avec les Innus ou les Inuits. C'est presque l'ensemble du territoire en aval de Natashquan qui sera ainsi concédé à de nombreux entrepreneurs.

La perte en 1842 du monopole de l'occupation des terres détenu par la puissante compagnie de traite anglaise *Hudson's Bay Company* fera basculer l'histoire régionale : la Haute-Côte s'ouvre alors au développement forestier, à la construction de nombreuses scieries et donc à la colonisation nécessaire des lieux côtiers de chargement du bois, comme ceux de Tadoussac, des Grandes-Bergeronnes et des Escoumins.

Le peuplement permanent

Un peu plus tôt, et plus à l'est, c'est suite à la faillite de la *Labrador Company* en 1820 que s'amorce le peuplement permanent. Il sera l'affaire de quelques engagés des anciennes concessions et compagnies de pêche qui décident de s'installer à demeure à Brador, Rivière Saint-Paul, Tête-à-la-Baleine, etc. Le centre de la Côte verra ensuite naître, dès 1854, les communautés acadiennes (depuis les Îles-de-la-Madeleine) de Kégaska, Natashquan, Pointe-aux-Esquimaux (future Havre-Saint-Pierre) et English Point sur Anticosti. Des Gaspésiens de la baie des Chaleurs fonderont aussi un chapelet de villages entre Moisie et Longue-Pointe-de-Mingan. Enfin, des Terreneuviens s'établiront à leur tour sur la Côte, comme à Kégaska, Harrington Harbour et Old Fort.

Le XX^e siècle sera celui du développement de l'industrie de la pulpe de papier (Portneuf, Pentecôte, Clarke City, Shelter Bay, Baie-Comeau, etc.), de l'hydroélectricité (les temporaires Labrieville, Lac Louise, Micoua) puis des mines et de la métallurgie (Sept-Îles, Schefferville, Port-Cartier, Gagnon, Havre-Saint-Pierre, Fermont), autant d'industries qui changeront à jamais le visage de la Côte.

Territoire au patrimoine archéologique d'une exceptionnelle et fascinante diversité, la Côte-Nord porte dans son sol et sur ses berges de multiples, mais discrètes traces de son histoire humaine, autochtone comme allochtone. Le littoral nord-côtier, long de près de 1 300 km, fait de la région celle qui présente le plus fort potentiel québécois en matière de découvertes d'épaves. Ces sites sont autant de chapitres qui nous racontent une trajectoire historique unique et absolument fascinante.

3. LES INTERVENTIONS MINISTÉRIELLES ET RÉGIONALES EN MATIÈRE PATRIMONIALE SUR LA CÔTE-NORD

3.1 L'inventaire ministériel : vers une obligation d'application

Sur la Côte-Nord, le dernier inventaire ministériel date de la fin des années 70 et avait permis de dresser un portrait relativement exhaustif des lieux et biens patrimoniaux dans la région. Malheureusement, cette connaissance n'a eu aucune répercussion sur la reconnaissance et la protection de notre patrimoine. Ainsi, de nombreux éléments patrimoniaux très significatifs pour la région et identifiés lors de cet exercice ont été démolis ou aliénés depuis.

Le Livre vert suggère de transférer la responsabilité des inventaires aux municipalités, à qui l'on a d'ailleurs régulièrement donné de plus en plus de responsabilités, mais sans nécessairement leur accorder les moyens financiers qui allaient de pair. Sans les outils, l'expertise et les ressources financières appropriées, il est à craindre que plusieurs municipalités ne pourront assumer adéquatement le mandat qui leur est transféré.

Toute initiative devrait souscrire à l'importance d'adopter un cadre d'intervention réaliste qui tient compte des petites municipalités en milieu rural et éloignées n'ayant pas nécessairement la capacité de prendre en charge ces inventaires qui exigent de la rigueur et des connaissances appropriées.

3.2 Résumé des biens et des statuts de protection sur la Côte-Nord

À l'exception de l'arrondissement naturel de l'Archipel-de-Mingan, protégé depuis 1978 par un statut accordé par le gouvernement du Québec, l'ensemble du patrimoine culturel nord-côtier est protégé par voie ministérielle ou municipale.

Dotée d'un potentiel archéologique indéniable, la Côte-Nord possède cinq des dix-sept sites archéologiques classés au Québec ainsi qu'un seul bien archéologique, soit la collection des objets provenant de l'épave du *Elizabeth and Mary* conservée dans la réserve du Centre de conservation du Québec.

Le Répertoire du patrimoine culturel du Québec compte dix-huit inscriptions relatives à la Côte-Nord, toutes situées dans des petites municipalités isolées et/ou défavorisées.

Inscriptions nord-côtières au Répertoire du patrimoine culturel du Québec

	Type et inscriptions	Nombre	Localisation
Classement	Site archéologique <ul style="list-style-type: none"> De la Falaise et Lavoie Site Peshapissnikan Rivière-ouest De-la-blanc-sablon L'île au Bois Le Poste-de-Netaganiou 	5	Haute-Côte-Nord Basse-Côte-Nord
	Bien archéologique <ul style="list-style-type: none"> Épave du Elizabeth and Mary (pièces de bois du navire) 	1	Baie-Trinité (Manicouagan)
	Site historique <ul style="list-style-type: none"> Des Galets Room's Point 	2	Natashquan (Minganie) Basse-Côte-Nord
	Monument historique <ul style="list-style-type: none"> Chapelle de Tadoussac Phare de Pointe-des-Monts Maison Johan-Beetz 	3	Haute-Côte-Nord Baie-Trinité (Manicouagan) Baie-Johan-Beetz (Minganie)
Reconnaissance	Monument historique <ul style="list-style-type: none"> Fours à chaux de baie Sainte-Claire 	1	Île d'Anticosti
Citation	Monument historique <ul style="list-style-type: none"> Arboriduc Église de Sainte-Anne La Petite Anglicane de Forestville Église de Sainte-Amélie Église de Sainte-Anne de l'île de Providence 	5	Haute-Côte-Nord Baie-Comeau (Manicouagan) Basse-Côte-Nord
	Site du patrimoine <ul style="list-style-type: none"> Site du patrimoine de Sacré-Cœur 	1	Haute-Côte-Nord

3.3 Les politiques culturelles et leur mise en œuvre

L'adoption et la mise en œuvre de politiques culturelles sont restreintes à des territoires de villes ou de municipalités, comme c'est le cas pour Baie-Comeau, Sept-Îles, Havre-Saint-Pierre et Port-Cartier, ainsi qu'à deux MRC, soit celles de La Haute-Côte-Nord et de Manicouagan.

Quant à leur mise en œuvre, les villes de Port-Cartier et Sept-Îles de même que la MRC de La Haute-Côte-Nord ont actuellement ratifié des ententes de développement culturel avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Ainsi, des onze classements nommés précédemment, huit ne se retrouvent pas dans un territoire régi par une politique culturelle. L'ensemble de ces instances définit les principaux axes d'intervention culturelle à privilégier sur leur territoire, ce qui n'inclut pas nécessairement la notion de patrimoine.

4. L'ARCHÉOLOGIE : DES MESURES SPÉCIFIQUES POUR UN PATRIMOINE UNIQUE

4.1 L'état des recherches archéologiques sur la Côte-Nord

Mis à part les recherches et inventaires archéologiques réalisés dans les années 2000 dans le cadre de projets hydroélectriques, la grande majorité des études et des recherches archéologiques sur la Côte-Nord date des années 1990.

En 1995, le Centre Archéo Topo ouvrait ses portes avec comme mission de mettre en valeur l'archéologie préhistorique et les sites de la Haute-Côte-Nord. À chaque année, Archéo Topo promeut l'archéologie par le biais de différents événements, tel le projet de l'archéologue virtuel. Le Centre Archéo Topo demeure l'instance de référence en ce qui a trait à la conservation et à la mise en valeur de l'ouest du territoire. En 2005, le ministère de la Culture et des Communications signait une entente de services professionnels avec le Musée régional de la Côte-Nord afin de permettre à l'archéologue et conservateur du Musée d'intervenir sur la Côte-Nord lors de découvertes fortuites et de transmettre ses recommandations au bureau régional de ce ministère.

En 2006, une importante étude était confiée à M. Steve Dubreuil, conservateur au Musée régional de la Côte-Nord, par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Intitulée « Étude sur les sites archéologiques préhistoriques et historiques caractéristiques de la région de la Côte-Nord du Québec »¹, elle s'inscrivait dans le cadre de la participation du Québec au projet de Répertoire canadien des lieux patrimoniaux (RCLP). Elle visait à identifier, parmi plusieurs centaines de sites préhistoriques et historiques identifiés à ce jour, ceux qui sont significatifs de l'occupation humaine nord-côtière et qui, par conséquent, mériteraient d'obtenir une reconnaissance officielle et d'être retenus à des fins de protection de la part des autorités compétentes sous forme de classement.

Un nombre impressionnant de sites

Rappelons qu'en date de 2005, un nombre impressionnant de 1 647 sites archéologiques évocateurs du passé nord-côtier étaient répertoriés. Ensemble, ils témoignent de manifestations culturelles s'étant déroulées depuis les premiers temps de l'occupation humaine de la région, il y a plus de 7 000 ans, jusqu'à son développement industriel du XX^e siècle. Ils portent les traces de nombreuses cultures et populations amérindiennes, innues, paléo-esquimaudes et inuits, ou encore européennes puis euro-québécoises qui fréquentèrent ou occupèrent le territoire nord-côtier afin d'y exploiter les ressources halieutiques, cynégétiques, forestières, minières et hydrauliques.

Cette démarche a résulté en l'identification de 35 sites présentant une valeur historique exceptionnelle, voire unique.

4.1.1 Préoccupations et enjeux régionaux

4.1.1.1 Les menaces anthropiques sur les sites archéologiques

Selon le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, « *Par contraste aux autres régions du Québec, le patrimoine culturel de la région de la Côte-Nord se définit en grande partie par son patrimoine archéologique. En particulier, le*

¹ DUBREUIL, Steve. *Étude sur les sites archéologiques préhistoriques et historiques caractéristiques de la région de la Côte-Nord du Québec*, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2007, 145 p.

*patrimoine bâti y est plutôt récent, alors que son patrimoine archéologique est non seulement très ancien mais possiblement le plus varié au Québec ».*²

Ajoutons à ce commentaire que les sites archéologiques de la Côte-Nord représentent 20 % des 8 000 sites archéologiques du Québec et que seulement cinq sites de la Côte-Nord détiennent actuellement un statut.

Comme le démontre l'étude sur les sites archéologiques préhistoriques et historiques caractéristiques de la région de la Côte-Nord du Québec³, le potentiel archéologique de la région est exceptionnel à plusieurs égards, mais aussi très vulnérable. Sur un territoire comme la Côte-Nord où les sites sont situés en pleine nature, loin des zones habitées ou sous l'eau, la surveillance est impossible et les menaces bien réelles.

L'installation d'équipements touristiques, sportifs, de loisirs ou sanitaires, le piétinement des touristes, l'ouverture de sentiers piétonniers ou de routes d'accès sur les sites archéologiques rendent la protection et la conservation des sites passablement complexes. À ces menaces anthropiques liées à l'occupation et à l'usage du territoire s'ajoute le pillage des sites terrestres et subaquatiques.

Le pillage des sites archéologiques

Même si la loi est claire sur l'obligation de déclaration en cas de découverte fortuite, elle n'a aucun effet dissuasif sur ceux et celles qui collectionnent les objets trouvés sans les déclarer et qui ont développé, à partir de leurs trouvailles, un marché lucratif. Depuis plusieurs années, le pillage fréquent des sites et la vente du patrimoine archéologique nord-côtier sont inquiétants et démontrent que la loi actuelle devrait être clarifiée et inclure des mesures de coercition et d'incitation en raison de la vulnérabilité de ce patrimoine.

Ces mesures dissuasives devraient s'accompagner d'une sensibilisation à la protection du patrimoine archéologique et de mesures visant à inclure les citoyens dans les démarches de valorisation et de protection afin qu'il y ait une réelle connaissance et reconnaissance de la part des citoyens de l'importance du patrimoine archéologique.

4.1.1.2 Les menaces naturelles

À ce pillage bien réel s'ajoutent les menaces naturelles telles que l'érosion pluviale et éolienne qui affecte le lit des rivières et le littoral de la Côte-Nord. Ce problème concerne directement un nombre important de sites archéologiques préhistoriques puisque les Autochtones profitaient des cours d'eau pour se déplacer et des ressources qu'elle offrait pour se nourrir.

² MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE, [www.mcccf.gouv.qc.ca].

³ DUBREUIL, Steve. *Étude sur les sites archéologiques préhistoriques et historiques caractéristiques de la région de la Côte-Nord du Québec*, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2007, 145 p.

Des sites archéologiques historiques sont également situés en bordure du littoral et directement menacés par l'érosion des berges. À titre d'exemple, notons la problématique particulière des Forges de Moisie (en opération de 1865-1875) situées à l'embouchure de la rivière du même nom. Ce site constitue un témoin important des débuts de l'histoire industrielle de la MRC de Sept-Rivières et pourtant, sa disparition à court ou moyen terme est inévitable, compte tenu de l'importance de l'érosion dans ce secteur.

Dans le cas particulier de l'érosion active des berges, la loi devrait prévoir des lignes directrices sur la conservation et la protection, mais également adopter une approche nettement plus préventive, que le site soit protégé ou non par un statut.

Le principe de prévention

Le Ministère reconnaît d'ailleurs que « *les politiques adoptées ne sont pas nécessairement appuyées sur une analyse poussée, que les décisions sont trop souvent prises en situation d'urgence et que les actions sont limitées au patrimoine immobilier* »⁴.

Il semble donc essentiel, à cet égard, que le Ministère développe, en collaboration avec les autorités régionales, une expertise dans le domaine de la prévention et non uniquement en conservation. La Côte-Nord doit pouvoir s'appuyer sur une méthodologie de prévention qui permet de situer chaque cas de sites menacés dans leur contexte physique, de les classer par niveau de priorité et de cibler des interventions dans chaque secteur prioritaire.

Par ailleurs, il apparaît impératif qu'une stratégie d'intervention soit mise en place et que des plans de conservation soient élaborés en tenant compte des responsabilités et des rôles de l'État et des instances locales et régionales. Il semble fondamental que soient réinvesties rapidement des sommes pour dresser un portrait régional archéologique des sites menacés et que des montants soient alloués pour documenter ceux-ci et diminuer les interventions de sauvetage de dernière minute.

4.2 Reconnaissance

4.2.1 Reconnaissance d'un cadre d'action à niveaux multiples

En avril 2006, sous l'égide de la Conférence régionale des élus, du ministère de la Culture et des Communications et du Conseil régional de la culture et des communications, des intervenants culturels nord-côtiers établissaient les priorités d'action pour les cinq années subséquentes. Six enjeux jugés prioritaires ont ainsi été identifiés, dont la notion *d'assurer la conservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine nord-côtier*. Les participants ont également défendu l'importance d'élaborer une politique régionale touchant notamment la protection des sites archéologiques, fer de lance du patrimoine de la Côte-Nord.

⁴ MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE. *Un regard neuf sur le patrimoine culturel, cahier de consultation*, gouvernement du Québec, 2007, page 24.

Le cadre d'action à niveaux multiples est une approche valable et efficace dans la mesure où le transfert des pouvoirs et des responsabilités s'accompagne d'un financement adéquat et où la cohérence et la cohésion des moyens d'action sont maintenues. Toutefois, sur la Côte-Nord, l'absence d'université et d'organismes nationaux ou régionaux voués à la protection du patrimoine rend l'application de ce cadre d'action problématique.

La grande majorité des municipalités et des conseils de bande de la région n'a ni la connaissance appropriée, ni les outils pour participer de manière éclairée aux inventaires archéologiques régionaux, à la protection des sites et à l'inscription des données au Répertoire du patrimoine culturel.

Le patrimoine archéologique, un cas particulier

La connaissance et la reconnaissance du patrimoine archéologique exigent que des spécialistes réalisent des fouilles et des études, participent aux inventaires et aux recommandations. Or, dans les années antérieures, les nombreux archéologues qui ont travaillé aux inventaires de la région étaient non résidents et n'ont pu promouvoir adéquatement leurs recommandations auprès des municipalités locales ou régionales et participer à la mise en œuvre de leurs recommandations.

Il est regrettable que ces recommandations ne se concrétisent pas sur le terrain et qu'elles ne soient pas plus largement diffusées afin qu'il y ait une réelle connaissance et reconnaissance de l'état de notre patrimoine à tous les paliers de gouvernements.

4.2.2 Catégories de biens protégés

Dans la description des biens protégés (bien mobilier, bien immobilier, le site, le paysage et l'immatériel), le site archéologique échappe à la loi. Il devrait être considéré comme une catégorie de biens protégés à part entière. Il est, par sa nature, souvent mobilier ou immobilier (site d'art rupestre), intégré dans un paysage, compris sur un site particulier ou amalgamé aux biens immobiliers et mobiliers.

À cet égard, il ne retrouve sa définition dans aucune des catégories proposées. Quant au bien archéologique, il pourrait facilement s'inclure dans la catégorie : bien mobilier.

4.2.3 Critères d'attribution de statut

Les critères d'attribution devraient effectivement être précisés dans la loi, mais ne devraient pas être communs aux différents éléments qui constituent le patrimoine. À titre d'exemple, et ce au strict sens archéologique, les critères diffèrent entre un site préhistorique et un site historique. La pertinence scientifique et la qualité de l'information fournie par le site, le nombre de cultures représentées sur un même site, la profondeur et la représentativité de la période temporelle, le potentiel interprétatif et touristique et la présence de sépultures sont autant de critères qui doivent être pris en compte dans le processus d'attribution d'un statut.

Ces paramètres devraient permettre de déterminer l'importance régionale ou nationale d'un site, dans la mesure où les inventaires régionaux sont menés avec rigueur par des spécialistes et leurs recommandations prises en compte dans la décision de proposer l'attribution d'un classement ou tout autre statut de protection.

4.3 Protection

4.3.1 Un suivi nécessaire

Même si les analyses, les datations au radiocarbone et les objets trouvés par les archéologues permettent de caractériser les sites archéologiques, ces fouilles d'inventaire, ces études et ces recommandations débouchent rarement sur des actions concrètes sur le terrain. Malgré l'intérêt des sites et des pièces mis au jour, ces découvertes se traduisent rarement par un enrichissement collectif, que celui-ci soit de l'ordre de la connaissance, de la fierté ou de l'économie.

Parmi une multitude d'exemples, évoquons le cas du naufrage en 1711 de la flotte de Sir Hovenden Walker qui envisageait la conquête de la Nouvelle-France, un événement historique marquant. Les interventions archéologiques sur le site du naufrage se sont limitées à peu de choses. Le seul projet scientifique officiel dont on a retrouvé la trace est celui de M. André Lépine qui se résume à trois saisons de fouilles, soit de 1973 à 1975. Ces opérations permirent de repérer cinq épaves, dont trois reliées à la flotte de Walker. Les trois campagnes de plongées furent l'occasion pour Lépine et son équipe de repérer ou de remonter à la surface de nombreux objets, dont une ancre, des canons, des boulets, des pièces de gréement de navire ainsi que plusieurs objets domestiques.

En guise de recommandation, Lépine écrivait :

« C'est pourquoi tous les moyens nécessaires doivent être mis en œuvre pour la protection de ces sites archéologiques sous-marins afin d'éviter leur destruction et leur pillage. Car ces trésors historiques représentent notre patrimoine national, une page de notre histoire québécoise »⁵.

Le cas du site du naufrage de cette flotte pourrait être qualifié de plus grand rendez-vous manqué de l'archéologie historique nationale. Ce sont les plongeurs et les collectionneurs privés qui damèrent le pion aux archéologues dans ce cas-ci. Il est difficile d'évaluer le potentiel archéologique que présente encore ce site, mais à tout le moins, on peut espérer que certaines portions de navires, ou peut-être même un bâtiment en entier, aient pu échapper aux pilliers.

Depuis les travaux de Lépine, seulement deux sites d'épave nord-côtiers ont fait l'objet d'analyses de la part des plongeurs de Parcs Canada : celui du navire Le Corossol, qui a sombré dans l'archipel septilien en 1693, ainsi que la désormais célèbre épave du *Elizabeth and Mary*, partie de la flotte de l'amiral anglais William Phips découverte dans l'anse aux Bouleaux, à l'ouest du village de Baie-Trinité.

⁵ LÉPINE, André. *Le naufrage de la flotte de Walker à l'île aux Oeufs en 1711*, Montréal, Société du Musée militaire et maritime de Montréal, 1977, 20 p.

Les résultats des campagnes archéologiques sur ce site de 1995 à 1997 se soldèrent par la découverte de plus de 4 000 objets-témoins de la vie domestique, militaire et maritime du XVII^e siècle. Sur le site Web du Ministère documentant ce vaste projet scientifique, on peut lire :

« L'épave de l'anse aux Bouleaux possède plusieurs caractéristiques d'un grand intérêt historique et archéologique. En plus d'être la plus ancienne au Québec, elle renferme quantité d'informations fort recherchées sur la construction navale au XVII^e siècle en Amérique. Sa collection d'artefacts s'avère très riche, non pas pour sa valeur marchande, mais pour les renseignements très précieux qu'elle livre sur le mode de vie de l'époque et sur l'expédition elle-même »⁶.

Depuis l'ouverture du Centre national des naufrages du Saint-Laurent à Baie-Trinité en 2004, le projet de rapatrier en un seul et même endroit les différents objets dispersés en plusieurs lots, tant dans certains musées, centres d'interprétation québécois que chez des particuliers, est plus que jamais justifié. Il est dommage que ce site n'ait pu jouir d'une protection plus tôt.

4.3.2 Une cohérence d'actions

À l'occasion de campagnes de fouilles, qu'elles soient de législation fédérale (subaquatiques) ou provinciale (terrestres), les citoyens et les municipalités sont activement mis à profit pour faciliter les travaux des archéologues.

La fouille terminée, les pièces sont rapatriées dans les centres de conservation pour analyse, restauration puis conservation. Dans la plupart des cas, il y a rarement une exposition ou une diffusion des travaux qui permettrait aux citoyens et à ces municipalités de bénéficier des retombées de leur engagement.

La mise en valeur des artefacts dans des lieux de proximité est souvent écartée d'emblée en raison des conditions de conservation déficientes dans la plupart des centres d'interprétation ou petits musées non reconnus par le Ministère. Les municipalités doivent elles-mêmes trouver et proposer des solutions temporaires et très coûteuses pour valoriser leur patrimoine local.

Le dicton « loin des yeux, loin du cœur » prend toute son importance sur la Côte-Nord où il est effectivement courant que le patrimoine le plus important et le plus significatif soit rapatrié dans les grandes institutions nationales. Cette tendance à concentrer le patrimoine dans les grands centres urbains engendre le désintéressement progressif de la population et encourage la méfiance des citoyens qui perçoivent les experts venus de l'extérieur comme des voleurs de biens plutôt que comme des collaborateurs précieux.

L'exemple le plus frappant est sans aucun doute celui de la Basse-Côte-Nord, un terrain riche et fascinant pour les archéologues, mais où l'implantation de centres d'interprétation devient problématique lorsque les citoyens doivent eux-mêmes négocier avec différentes autorités le rapatriement de leur patrimoine local.

⁶ MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE, [www.mcccf.gouv.qc.ca].

Dans le cadre d'un exercice régional d'inventaire, il serait important d'associer à cette responsabilité les bénéfices qui en découlent et d'assurer que la loi donne préséance à la conservation et à la valorisation préférablement sur place ou du moins à proximité et dans la région où le patrimoine a été inventorié.

Les constats et les urgences archéologiques

Dans son étude, M. Dubreuil résume, par une série de constats et de recommandations, les interventions à privilégier en matière archéologique⁷ :

- un statut de protection doit être accordé aux 35 sites retenus et ainsi s'ajouter aux sites déjà classés;
- la protection effective des sites détenant un statut de protection doit être assurée;
- il ne faut pas sous-estimer les ravages que cause, de façon plus soutenue et récurrente, l'érosion marine, dont est victime le littoral nord-côtier, sur ces précieux vestiges du passé. Des travaux de sauvetage, mais idéalement de prévention, devraient être entrepris sur les sites menacés;
- la réévaluation de la condition physique de plusieurs des sites historiques répertoriés lors des inventaires gérés par l'ancien ministère des Affaires culturelles s'impose. Nous pensons entre autres aux établissements de pêche et de chasse au phoque en Basse-Côte-Nord ainsi que les sites industriels localisés plus en amont;
- il ne faudrait pas considérer les sites qui n'apparaissent pas sur la liste des sites à classer comme étant dépourvus d'intérêt. Le potentiel de découverte est très élevé sur la plupart de ces derniers et il est à espérer qu'ils sauront intéresser une nouvelle génération de chercheurs;
- enfin, des énergies nouvelles de recherche devraient être investies vers l'intérieur des terres, là où très peu d'interventions ont eu lieu. L'arrière-pays détient fort probablement la clé de plusieurs questions que les archéologues se posent depuis longtemps sur les débuts du peuplement humain du territoire ou encore sur les modalités des parcours adaptatifs suivis par les populations amérindiennes au fil des siècles.

4.3.3 Une unité régionale en archéologie

Puisque le Ministère reconnaît l'importance de la connaissance et de la reconnaissance du patrimoine et qu'il entend adopter des mesures de soutien pour la protection du patrimoine, il est suggéré que le Ministère s'inspire de la loi ontarienne pour créer sur la Côte-Nord une unité d'archéologie.

Le futur Conseil du patrimoine culturel du Québec pourrait à cet égard conseiller et formuler des recommandations afin de constituer une telle unité avec laquelle les municipalités, les communautés autochtones, les MRC et les intervenants en patrimoine pourraient développer une réelle expertise et jouer un rôle de mobilisation auprès de la population.

⁷ DUBREUIL, Steve. *Étude sur les sites archéologiques préhistoriques et historiques caractéristiques de la région de la Côte-Nord du Québec*, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2007, 145 p.

Cette unité pourrait être responsable de :

- dresser des portraits d'ensemble, des inventaires régionaux et de les inscrire à une banque de données actualisée accessible sur Internet, et ce, sous l'égide du Ministère;
- collaborer avec les MRC et les municipalités afin de mettre au point des politiques opérationnelles;
- faciliter la mise en réseau, la diffusion ainsi que la mise à jour des informations et des résultats des recherches.

5. ET POUR LES AUTRES TYPES DE PATRIMOINE

5.1 Rôles des intervenants

5.1.1 La sensibilisation du citoyen : élément pivot de la protection

Un autre constat s'impose : les citoyens connaissent peu ou pas du tout leur patrimoine. Le manque de sensibilisation et de connaissance est souvent le pire ennemi de la protection et de la conservation et ce phénomène est particulièrement inquiétant dans les milieux ruraux où les organismes de sauvegarde du patrimoine sont plutôt rares, voire inexistants.

Une sensibilisation citoyenne devrait pouvoir s'appuyer sur une ressource formée, accessible et surtout crédible dans sa communauté. Dans les années 1970 et 1980, certains « protecteurs » du patrimoine ont trop souvent vu des pièces prendre le chemin des grands centres québécois, les encourageant ainsi à se croire garants de la conservation de leur patrimoine local ou régional.

Leur geste ne représentait que leur volonté de protéger l'histoire de leur village, mais combien de pièces sont encore conservées dans des conditions de conservation inadéquates ou encore cachées dans des endroits incongrus? La découverte, l'année dernière, de vêtements liturgiques du milieu du XVII^e siècle dans un bâtiment menacé de destruction en est un bel exemple.

Quant au cas du patrimoine bâti, les propriétaires se retrouvent coincés entre la volonté de faire reconnaître leur bâtiment et la nécessité de le conserver avec toute la lourdeur de la démarche que cela implique. Ils choisissent donc de les entretenir avec des matériaux non appropriés ou se résolvent à les laisser à l'abandon.

La protection passe par l'implication citoyenne qui découle elle-même d'une sensibilisation et d'une meilleure éducation patrimoniale. Sans cette première étape, le citoyen n'est pas en mesure d'évaluer l'importance historique, l'authenticité et l'état de son bien et de participer à sa protection et à sa valorisation. Dans le cadre d'une volonté de prise en charge citoyenne, il est essentiel d'agir sur ces différents aspects et d'assurer une proximité des services pour aider le citoyen à s'y retrouver.

5.1.2 Un milieu associatif et des établissements du patrimoine à développer

La région de la Côte-Nord demeure nettement désavantagée par rapport aux autres régions du Québec en raison de l'absence d'université, d'association et d'organisme ou de firme d'experts voués principalement à la protection et à la mise en valeur du patrimoine.

La recherche effectuée sur le terrain, qu'il s'agisse de l'inventaire, de la documentation ou de la fouille, demeure très largement tributaire de l'intérêt de quelques départements universitaires, d'initiatives de MRC ou de municipalités, d'études ponctuelles commandées par le Ministère ou de découvertes fortuites.

Les acteurs nord-côtiers, qu'ils soient professionnels ou simplement amateurs, sont peu nombreux et peu en contact les uns avec les autres en raison de la

démessure du territoire. De plus, la Côte-Nord ne possède pas de portrait global récent et exhaustif sur l'état de son patrimoine, de son potentiel de mise en valeur et des mesures à mettre en place pour le sauvegarder et le protéger.

Aucun réseau d'information et de mise en commun des recherches, collections, études effectuées sur le patrimoine local et régional ne permet aux municipalités et aux MRC de profiter de cette expertise qui pourrait nourrir leur réflexion et guider leurs actions.

L'appropriation collective évoquée dans le document de réflexion sur la révision de la loi est intimement liée à une plus grande circulation de l'information, à une meilleure connaissance des mécanismes de gestion et de planification et à une valorisation de la documentation de notre patrimoine. La publication et la diffusion des avis, des permis, des recommandations, des études, des rapports et de toute autre information pertinente sont essentielles à une plus grande implication des citoyens, des milieux associatifs, des établissements du patrimoine et des responsables locaux, municipaux et régionaux.

Dans cette optique, et compte tenu du profil particulier de la Côte-Nord qui rend le rassemblement et la concertation plus laborieux que dans les autres régions du Québec, il serait intéressant de mettre en place un mécanisme régional de consultation pour que la région soit en mesure de gérer son patrimoine de manière éclairée et pour que les décisions en matière d'inventaire, de protection et de développement soient comprises et approuvées par l'ensemble des intervenants.

Les institutions muséales régionales devraient être soutenues adéquatement afin que les professionnels qui y travaillent puissent transférer leur expertise et leur connaissance et les mettre au service de la collectivité pour ainsi apporter un soutien aux instances locales et régionales qui en font la demande.

Cette implication accrue des institutions muséales et le rôle incontournable des archives et des sociétés d'histoire rendraient ainsi la Côte-Nord moins dépendante des experts de l'extérieur.

Dans ce dossier qui implique de nombreux intervenants de divers secteurs, plus que jamais, la concertation, le partenariat, l'accès à une expertise régionale et la mise en commun des forces sont indissociables. Des efforts soutenus de tous les paliers d'intervention devront être déployés compte tenu de l'immensité du territoire et de l'ampleur de la tâche dans la région.

5.1.3 Les MRC vers un rôle accru de protection et de conservation

Les devoirs municipaux et gouvernementaux : une question de région

Désireuse d'être davantage incitative et coercitive, l'application de la Loi sur le patrimoine culturel nécessitera non seulement un effort soutenu des différents paliers gouvernementaux, mais un cadre d'intervention bien défini afin de s'assurer d'une harmonisation judicieuse de leurs propres rôles.

Le répertoire actuel du Ministère est uniquement constitué de biens classés ou cités par les municipalités, ce qui ne représente pas fidèlement la réalité et le potentiel québécois. Combien de municipalités disposent des moyens humains et financiers à la conservation de leur patrimoine?

Bien que l'éventuelle loi suggère, entre autres, le transfert de gestion des arrondissements historiques, des paysages patrimoniaux et des plans paysagers aux municipalités régionales et locales, comment s'assurer d'une réglementation et d'une application équitables pour l'ensemble du Québec compte tenu de la disproportion des territoires et de la disparité entre les municipalités en milieu urbain et rural?

Tel que formulé dans le document de consultation, des modifications importantes sont suggérées à la Loi sur les biens culturels (Loi sur le patrimoine culturel). Ces modifications auraient une incidence sur la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, obligeant ainsi les MRC à inclure dans leur schéma d'aménagement l'identification des secteurs d'intérêts patrimoniaux, la mise en place de plans de conservation et la nomination d'une personne responsable de leur mise en œuvre.

Dans cette perspective, le transfert de gestion, s'il n'est pas accompagné par des mesures concrètes visant à aider les MRC à répondre adéquatement à leurs nouvelles responsabilités et aux objectifs visés, demeurera inefficace et certaines régions, comme la Côte-Nord, en sortiront perdantes.

Advenant un tel transfert, chaque territoire de MRC devrait décider du choix d'adopter un processus qui lui convient, et ce, en partenariat avec les municipalités de sa région. Ensemble, ils pourraient convenir du transfert de certaines réglementations au niveau municipal ou régional. Si, par exemple en milieu rural, la MRC devenait l'instance à privilégier en vue de la reconnaissance, de la protection et de la conservation du patrimoine, cela aurait pour résultat de concilier les objectifs de la Loi sur le patrimoine culturel, ceux des schémas d'aménagement ainsi que les politiques culturelles et patrimoniales du territoire.

En ce qui a trait à la conservation du patrimoine mobilier, peu de municipalités en milieu rural disposent des ressources financières pour se prévaloir du droit d'acquérir des collections ou des objets significatifs de leur histoire. Par conséquent, comme elles n'en seront pas propriétaires, elles ne pourront adopter des règlements visant leur protection. Il en résulterait une discordance majeure entre le pouvoir consenti et la capacité d'agir.

De même, peu de petites municipalités sont propriétaires de biens, ce qui limitera l'attribution des statuts. « *Lorsque les municipalités auront garanti par des règlements appropriés la protection des biens cités, le ministre les considérera aussi bien protégés que s'ils étaient classés (...)* »⁸.

Cette protection devrait être soumise à des normes strictes. Pour qu'il y ait une réelle conservation liée au statut de citation, les municipalités devraient pouvoir bénéficier des mêmes programmes gouvernementaux que pour un statut de classement. La citation n'a de valeur que par la mise en place d'interventions de sauvegarde sur le terrain.

Ainsi, un tel processus n'est viable que si les MRC et les municipalités obtiennent les moyens financiers à l'application de la loi tant en termes de sensibilisation, de conservation, voire même, d'acquisition.

⁸ MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE. *Un regard neuf sur le patrimoine culturel, cahier de consultation*, gouvernement du Québec, 2007, page 22.

5.1.4 La direction régionale

La complexité des lois qui encadrent le patrimoine et le problème des transferts que suppose la modernisation de la loi invitent à réfléchir sur le rôle qui sera dévolu aux directions régionales.

La direction régionale du Ministère est l'instance la plus au fait des directives, réglementations et législations qui touchent de près ou de loin la gestion du patrimoine dans chaque région du Québec. À ce titre, elle joue un rôle central dans le suivi et la mise en œuvre des politiques gouvernementales.

Les bureaux régionaux sont des courroies de transmission incontournables qui contribuent à soutenir les initiatives de sensibilisation, de concertation, de diffusion et de recherche auprès de la population, des municipalités et des MRC et qui orientent leurs clients vers les ressources appropriées.

Dans la perspective du transfert des pouvoirs décisionnels vers les régions, il est à prévoir que ces directions régionales auront à faire face à des demandes plus nombreuses, plus spécifiques et plus spécialisées. Pour assumer cette transition et donner un élan à la mise en œuvre de ce cadre d'action à paliers multiples, les bureaux régionaux pourraient mettre de l'avant et organiser, dans chaque région du Québec, une consultation sur le patrimoine.

Cette consultation permettrait d'identifier ou d'effectuer la mise à jour des ressources et des outils en place et de cibler précisément les besoins des municipalités et des MRC en matière de ressources humaines et financières. Les directions régionales pourraient aider chaque région à se doter d'un plan d'action en vue des nouvelles fonctions que les régions auront à assumer et les soutenir dans l'adaptation de ce plan à la dynamique et à la réalité de leur territoire.

5.1.5 Financement

Pour la Côte-Nord, où l'on compte plus de sites archéologiques et historiques que d'immeubles et de biens patrimoniaux, la révision du Programme de compensation pour exemption de taxes foncières afin d'encourager l'entretien et la rénovation du patrimoine immobilier aura peu d'incidences dans l'amélioration du financement imparti au patrimoine régional.

La stratégie de renforcer la contribution du secteur privé à l'entretien et à la protection du patrimoine culturel doit également être examinée plus spécifiquement puisque les propriétaires de sites et d'immeubles sont souvent coupables d'effectuer des travaux sans permis et de passer outre les réglementations qui retardent ou limitent leur plan d'affaires ou de promotion.

Dans le cas des sites archéologiques où le patrimoine est facilement détruit, pillé ou ignoré, la responsabilité de la conservation ne devrait pas être déléguée à son propriétaire, qui devient à la fois juge et partie de la bonne gestion d'un patrimoine commun.

6. CONCLUSION

Le caractère unique du patrimoine nord-côtier, particulièrement en regard de son patrimoine archéologique, lui confère un statut distinct dont les assises se doivent d'être assurées par la reconnaissance, la préservation et la conservation. Les menaces anthropiques et naturelles, tel le pillage, l'érosion des berges et la villégiature, constituent des éléments non négligeables à sa sauvegarde.

À cet effet, la Loi sur la protection du patrimoine culturel propose des catégories de biens protégés où le site archéologique, par sa définition, ne peut s'associer. De même, les critères d'attribution devraient être précisés dans la loi par l'établissement de paramètres précis déterminant l'importance régionale ou nationale d'un site.

La protection du patrimoine archéologique nécessite des actions concrètes et cohérentes sur le terrain, débouchant vers un enrichissement de la connaissance, de l'économie et une implication citoyenne.

Dans son étude, M. Dubreuil résume, par une série de constats et de recommandations, les interventions à privilégier en matière archéologique, dont : la nécessité d'accorder et d'assurer des statuts de protection aux sites, la planification d'activités de sauvetage, mais surtout de prévention, des campagnes de fouilles planifiées et fréquentes le long du littoral, mais également dans l'arrière-pays.

Dans ces perspectives, une unité régionale en archéologie favoriserait une gestion adéquate du potentiel archéologique garantissant la mobilisation, la mise en réseau et l'assurance d'une expertise réelle sur le territoire.

Bien que l'archéologie possède une place prépondérante dans le patrimoine culturel nord-côtier, il n'en demeure pas moins que chaque territoire de MRC possède ses propres spécificités patrimoniales. À cet égard, l'identification et la conservation du patrimoine paysager, bâti ou mobilier devraient s'harmoniser avec la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), laissant ainsi le choix du mandataire : la municipalité ou la MRC. Toutefois, un tel processus n'est viable que si les instances obtiennent les moyens financiers à l'application de la loi.